

La République libre de Catalogne

Jérémie Schwartz

Automne 2017

Barcelone, le 20 septembre 2019.

Passés la déflagration des résultats, les pleurs et les chants, passés les klaxons incessants, les « V » de victoire et *la senyera*^[1] omniprésente : brandie au vent, accrochée aux balcons, aux épaules, touchée, embrassée comme une relique trop longtemps dissimulée. Passés les discours grandiloquents, les défilés victorieux, les feux d'artifice, les concerts en plein air où se sont bousculés les DJ's les plus cotés du moment. Passées les journées d'euphorie et les nuits sans lendemain où tout devient possible, où tout redevient possible : s'aimer, rêver, vivre, être libre, être soi. Resteront ces images gravées pour l'éternité, ces instants en dehors du temps : la Plaza Catalunya, Montjuïc, le Camp Nou. Ces lieux mythiques revêtant leurs habits de lumière d'or et de rouge des jours entiers pour fêter leurs héros et célébrer leur victoire sur le destin.

Après plus d'un siècle de luttes et d'espérances la Catalogne est libre, la Catalogne est indépendante. Point final, fin de l'Histoire ? Peut-être pas.

Jusque-là, une seule voix a été rapportée dans les médias : celle des nationalistes catalans parvenus à l'autodétermination après un referendum contesté. C'est aux 46% d'électeurs qui se sont prononcés le « 17-M » pour le *No* que nous avons voulu donner la parole. Aux perdants, à ceux qui n'écriront jamais l'Histoire mais qui la subissent déjà. Trouveront-ils leur place dans ce nouvel Etat ? En ont-ils seulement l'envie ?

Rendez-vous est pris avec Anna un dimanche tranquille et ensoleillé à l'Hospitalet, commune multiethnique et vivante de la province de Barcelone. Grande brune aux cheveux courts et aux traits fins d'une cinquantaine d'années, elle nous reçoit chez elle dans un joli petit immeuble donnant sur un parc d'où parviennent de temps à autre les éclats de voix des enfants du quartier. Mère de deux filles qu'elle élève seule depuis le décès de son mari, elle dit avoir de plus en plus de mal à remplir le frigo les fins de mois, son activité de commerçante étant trop aléatoire. Encore choquée des résultats du 17 mars, les mots qui sortent de sa bouche sont durs et spontanés : « *Bien sûr il y a l'Inquisition, le franquisme etc. bien sûr que tout n'est pas parfait, bien sûr il y a ces abrutis de la famille royale... Mais quel pays n'a pas ses zones d'ombres ?* » Le débit s'accélère, la voix se fait plus aigüe, se casse par moments. Cigarette après cigarette, elle se livre tout en insistant pour nous resservir du café et des petits gâteaux faits maison. Elle ne supporte pas l'idée de rayer des siècles d'Histoire commune et de revenir sur des frontières qui n'avaient pas évolué depuis le 17^e siècle sur un simple mouvement d'humeur. Et puis comment expliquer à ses filles qu'elles vivent aujourd'hui en dehors de leur pays ? Fière d'être catalane, Anna ne réalise toujours pas que ses compatriotes aient pu céder aussi facilement aux sirènes du séparatisme et du repli sur soi. Un souffle aussi long qu'un doute puis elle se lève, va vers la fenêtre et déclare doucement : « *Il est toujours plus facile de voir ce qui nous divise, de dire que tout est de la faute des autres, de l'Autre, de trouver un ennemi à combattre.* » Tout au long de notre conversation elle ne cessera de souligner que la lutte pour l'indépendance catalane est récente dans la longue et sinieuse histoire de l'Espagne. « *Si on ne peut plus être Catalan ET Espagnol, pourra-t-on demain être Basque ET Espagnol, Valencien ET Espagnol ou même Musulman ET Espagnol ? Chacun voudra son territoire et ça n'en finira jamais.* » Elle poursuit et avertit du risque de contagion favorisé par le retour des tensions identitaires, des régionalismes et par l'impuissance coupable d'une Europe à la dérive : aujourd'hui l'Espagne, demain la Belgique, l'Italie ou même la France. A notre dernière question sur ce qu'elle va faire dans ce nouveau pays, ce silence et cette réponse qui reviendra tout au long de notre enquête comme symbole du désarroi de ces déracinés de force, comme un cri que l'on murmure : « *no sé...* » (Je ne sais pas...).

2

Terrain de foot des quartiers populaires de Barcelone un peu plus tard dans la journée. Jorge profite d'une pause entre deux matchs de *Five* pour nous livrer ses sentiments, une boisson énergisante bleue turquoise à la main. Cheveux courts sur les côtés, maillot de foot, tatouages et attitude décontractée, il respecte tous les codes de sa génération. Arrivé à Barcelone à l'âge de 7 ans dans les bagages de ses parents qui fuyaient un Equateur au bord du dépôt de bilan, il se dit fier de sa double culture : équatorienne/latino et espagnole. Maîtrisant bien le catalan contrairement à ses parents, c'est en Espagne que sa famille a immigré, c'est un Espagnol qu'il est et qu'il restera pour ses proches restés au pays. « *Avec toutes ces conneries comme la maîtrise du catalan obligatoire, on nous exclut ! Ca fait des années qu'on trime, qu'on fait le travail dont personne ne veut. Et maintenant quoi ? On n'est plus les bienvenus ?* » Une grosse gorgée de boisson chimique puis il lance, résigné : « *Avant on n'était pas assez Espagnol, maintenant pas assez Catalan. On paiera toujours l'addition de leurs conflits, de leurs peurs.* » Engagé à son insu dans une bataille dont il se sent étranger, Jorge trouve injuste et stupide qu'on lui demande de choisir entre son père et sa mère, entre l'Espagne et Barcelone. Cependant, ils seraient nombreux dans l'importante communauté latino de Catalogne à réfléchir à la main tendue par Madrid. Dans une région où le taux de chômage demeure élevé (près de 20% de la population active et plus encore parmi les jeunes et les enfants d'immigrés), les mesures populistes du gouvernement conservateur de M. Rajoy ne passent pas inaperçues. Sans être dupes de la guerre que livre Madrid aux « séditions », ils sont de plus en plus, ces victimes de la crise, ces perdants du système, à voir dans les mesures du plan *Retorno a la casa*^[2] l'unique opportunité de sortir de la précarité et du surendettement. Ils seraient plus de 10.000 selon les chiffres fournis par le tout nouveau Secrétariat au Retour à avoir déjà fait ce choix. Un petit appartement en périphérie au loyer encadré, un CDI de dernière catégorie dans la fonction publique, une mutuelle gratuite. C'est tout un monde pour des gens comme Jorge et les siens, qu'ils vivent en Catalogne ou en Espagne. Mais ce plan qui n'a jamais été destiné qu'à affaiblir la République libre de Catalogne est en train de se retourner contre le gouvernement espagnol. Comment expliquer à une population appauvrie par la crise et des années d'austérité, à ces familles qui ont perdu

jusqu'à leur logement à cause de politiques désastreuses que l'on offre en un claquement de doigts aux habitants de Catalogne ce qu'ils réclament depuis près de 10 ans ? Sommé de s'expliquer, le pouvoir en place cherche ses mots, recourt sans y croire à la Nation, vacille. En plus d'une crise ouverte avec la Catalogne, le Parti Populaire (P.P.) doit maintenant affronter une crise interne dont il ne se relèvera probablement pas. Retour à Barcelone et au terrain grillagé où Jorge commence ses étirements. Questionné sur ce programme, il répond : « *Ecoute... c'est pas évident, j'ai grandi ici, c'est chez moi tu comprends. Ma famille, mes potes, mes repères. Après bon... j'ai 24 ans, je vis chez mes parents, sans vrai emploi... Donc partir à Madrid pour bénéficier d'un travail réservé et pouvoir enfin mettre quelque chose de côté... J'attends de voir mais c'est vrai que j'y pense.* »

3

Le week-end suivant, je suis invité par l'organisation *España Dentro* (l'Espagne à l'intérieur) à l'une de leurs manifestations. Le local est bondé : plus de 400 personnes ont pris le train de banlieue un mardi soir pour répondre à l'appel du mouvement espagnoliste ! Quoi qu'il en soit, le rassemblement est déjà un succès. Hommes, femmes, vieillards, enfants, toutes les catégories sociales confondues, réunies pour crier haut et fort leur révolte. Révolte face à ce referendum inconstitutionnel, sédition. Révolte de se retrouver du jour au lendemain hors des frontières de son propre pays. Révolte de la morgue des vainqueurs : millionnaires du foot exilés fiscaux, chefs d'entreprises responsables de la crise, représentants indépendantistes corrompus qui se disent revanchards d'on ne sait quelle époque où ils auraient été opprimés. Révolte face à cette caste qui salue la « libération du peuple catalan » et promet des jours meilleurs tout en sachant que les lendemains ne chanteront que pour eux. Malgré la présence de familles entières, les ballons, casquettes, t-shirts et stands aux couleurs de l'Espagne, l'atmosphère est lourde comme un ciel de plomb annonciateur d'un vent de colère populaire. Forte de 50.000 membres dans toute la Catalogne et de 400.000 followers sur les réseaux sociaux, *España Dentro* est devenue en quelques semaines le réceptacle de la rancœur des opposants de l'indépendance. Partisans du *No* les plus vindicatifs, porte-voix autoproclamés des « loyalistes », ils représentent aujourd'hui un courant que plus personne ne

peut ignorer. Devant la non-reconnaissance de la République libre de Catalogne par l'Union Européenne et les Nations Unies et forts du soutien de Madrid, ils savent qu'une brèche s'est créée. Sur la grande estrade en bois les discours se succèdent : 7 orateurs prendront la parole devant un gigantesque drapeau de l'Espagne avant de passer à une longue série de questions-réponses avec le public. La révolte gronde, elle s'empare de toutes les âmes, se fait omniprésente : derrière les interventions rageuses et les acclamations désespérées, derrière les mâchoires serrées et les silences complices. Rosario Santamaria González, secrétaire de l'organisation, est la figure montante de cette tendance politique polymorphe. Blonde élancée à la voix rauque et au charisme indéniable, ses adversaires se sont trompés en ne voyant en elle qu'une bimbo sans vision politique, qu'un phénomène de mode. Véritable tribun, c'est Rosario que les militants sont venus voir pour trouver derrière sa beauté et sa détermination le courage qui leur manque pour se soulever. Le regard droit et la voix jusque-là enjôleuse, elle se fait soudain grave et choisit ses mots avec soins pour marquer son auditoire : « *Prenons les autorités de facto à leur propre jeu et faisons le choix de la Liberté, du retour à la patrie. A Tarragone, 69% des électeurs ont voté pour le No. Amigos, il suffit que nous allions nous installer là-bas et appelions à un referendum pour l'autodétermination de la région !* » Ce qui n'était jusque-là qu'une rumeur qui circulait dans les milieux espagnolistes se matérialise ce soir dans cet appel aveugle à l'insoumission, dans ce refus violent de la résignation. Créer un Etat inféodé à Madrid à l'intérieur même de la Catalogne, la menace est claire et sans appel. La révolte gronde. Si Barcelone ne recule pas, Tarragone pourrait-elle devenir une zone grise comme le Nord du Kosovo, l'Ossétie du Sud, la Transnistrie ou le Haut-Karabagh ? Les ingrédients sont là : évolution brutale et contestée des frontières, revendications identitaires fortes, incompréhensions, peurs, ingérences extérieures. L'Histoire de l'humanité regorge d'exemples dramatiques où des incendiaires comme Rosario n'ont eu de cesse de souffler sur les braises de la rancune, de l'identité bafouée et de l'injustice pour déclencher le feu de la révolte en transformant les frères d'hier en ennemis ataviques. A l'extérieur, les discussions tournent autour de la prochaine manifestation devant le siège du gouvernement : certains parlent de veiller tout en noir durant une journée, d'autres de s'enchaîner, d'autres encore de se coudre la bouche... La révolte gronde et paraît inévitable.

1^{er} mai 2019, jour de la fête du travail. Les rues de Barcelone sont pleines à craquer de cortèges syndicaux, manifestants nationalistes et contre-manifestants. Délaissant la fièvre de la capitale, nous nous rendons à Gérone pour dîner dans un restaurant galicien, la *Casa Gallega*, véritable institution culinaire de Catalogne et y rencontrer Martha Garcia, la patronne. Au menu : polbo á feira (poulpe à la galicienne), empanada de sardine, piments verts puis tarte de Saint-Jacques de Compostelle, le tout généreusement arrosé de vino de Ribeira Sacra. Ici, tout le monde connaît « la Martha », chef historique du restaurant, connue pour la qualité de sa cuisine et son accueil bonhomme. Le grand public l'a découverte récemment pour ses prises de positions humanistes en faveur du *No*. Elle n'était contre personne, ni les Catalans, ni les indépendantistes, ni personne. Elle était tout simplement contre le démembrement d'un pays qui lui a tant donné et qu'elle aime profondément, contre la division des siens. Il est 23h, le restaurant se vide peu à peu et tout en finissant mon verre de liqueur de café (de Galice évidemment) j'écoute la chef se confier avec spontanéité. Galicienne de naissance, elle tient cet établissement depuis 25 ans, date de son arrivée en Catalogne. Elle en a tout de suite aimé la chaleur humaine, l'ouverture sur le monde, l'histoire si singulière de son peuple, l'intense vie culturelle de Barcelone avant qu'elle ne soit envahie de touristes. Maintenant tout a changé répète-t-elle à l'envie. « *Quelle sera la place des non Catalans dans la République libre de Catalogne ? Et puis quoi, d'un coup on n'est plus chez nous même si on est majoritaires ici*[3] ! » L'ethnie, le sang, le groupe, l'entre soi, très peu pour cette citoyenne du monde qui a sillonné l'Asie du Sud et le Maghreb avant de se fixer à Gérone. Aujourd'hui, elle se dit inquiète de l'extrême polarisation de la société, du nationalisme toujours plus exacerbé des dirigeants du nouvel Etat et des intimidations des partisans d'*España Dentro*. Son restaurant qu'elle voyait comme un refuge pour les amoureux de la vie et un lieu de rencontre où tous étaient les bienvenus a lui aussi été rattrapé par les événements. Compte tenu de son positionnement en faveur du *No*, nombre de ses clients habituels ont déserté son restaurant. Chacun son camp, chacun chez soi. Elle assure qu'avant « *tout ça* », les clients savaient qu'il fallait réserver bien à l'avance pour espérer avoir une table. Dans la Catalogne d'aujourd'hui, le restaurant ne fait plus le plein que le week-end. Chacun son camp, chacun les siens. A cause de cette société clivée dans laquelle elle ne se reconnaît plus, de ces problèmes auxquels elle n'avait jamais eu à faire face, Martha pense

de plus en plus à la retraite. En Galice, sa terre natale, sa Galice. Une région où la fièvre identitaire n'a pas encore gagné tous les cœurs, gangréné jusqu'aux esprits les plus tolérants. La Galice pour s'occuper de sa vieille mère, la Galice pour son climat océanique si particulier, pour sa gastronomie bien sûr, pour ses paysages époustouflants, pour son littoral encore préservé de la folie spéculative. Sexagénaire dynamique avec une affaire qui reste rentable, elle a du mal à se résigner à revendre ce restaurant pour lequel elle s'est tant battue. « *No sé...* ». Je la laisse là, déboussolée, fatiguée de combats qu'elle pensait révolus, victime collatérale d'une guerre qui n'est pas la sienne. Une de plus.

5

Changement de décor : nous sommes sur la plaça del Sol avec Zara et Josep. La journée touche à sa fin, des petits groupes de jeunes affluent, d'autres s'en vont. Guitares, livres, cartes, bières, joints, enceintes, bolas, flirts, débats, chaque groupe devient un univers en soi, fier, libre, absolu, chaque groupe vient ici créer son monde à l'abri du lendemain. Zara et Josep sont des amis de longue date qui militent ensemble depuis plusieurs années. Ils se présentent tout à la fois comme étudiants précaires, Catalans non nationalistes, activistes anti-capitalistes, internationalistes, antiracistes. Ils sont l'un des visages de cette jeunesse indignée et révolutionnaire dont la grande majorité vit chez ses parents faute d'emploi stable et de possibilité d'accéder à un logement. Zara, ses grands yeux noirs et ses longs cheveux bouclés attaque d'emblée : « *L'indépendance ne bénéficiera qu'aux tenants du système, le peuple pourra toujours attendre les retombées économiques ou sociales. C'est ce qu'il se passe quand la société est dépolitisée.* » Je marque mon étonnement : la société catalane n'est-elle pas au contraire extrêmement politisée après plusieurs années de luttes autonomistes et de mobilisations populaires ? Nos amis partent d'un grand rire, sonore et spontané. Ils m'opposent que les discours simplistes sur l'autodétermination du peuple catalan ne sont jamais qu'un écran de fumée sciemment élaboré par des dirigeants opportunistes afin de ne pas remettre en cause l'inégale répartition des richesses, l'évasion fiscale ou encore les licenciements économiques. Toucher l'affect des populations en faisant vibrer la corde nationaliste ne relève pas de la politique mais de la vulgaire manipulation des masses par des

politiciens corrompus, laquais des banques et des grandes entreprises. Ils argumentent patiemment, se coupent la parole parfois, digressent souvent « *C'était quoi ta question déjà ?* ». Zara doute que le chômage de masse sera combattu avec autant d'acharnement que les menaces des extrémistes de l'Espagne unie. Le paradigme économique ne changera pas pour Marco, drôle de type à la barbe fournie et aux petites lunettes de soleil. « *Dans le meilleur des cas ils feront diversion avec quelques mesures sociétales. C'est pratique, ça permettra de donner une image positive à l'international à peu de frais.* » Ils accusent cette nouvelle élite composée des militants les plus zélés du *Si*, arriviste et malhonnête, de dérouler le tapis rouge aux entreprises internationales. Selon eux, Barcelone a déjà commencé à appliquer les règles néolibérales classiques pour éviter la fuite des capitaux : baisse des charges patronales, des taxes, crédits d'impôts. « *C'est marrant, les politiciens parlent toujours de rassurer les marchés mais jamais de rassurer les ménages, les chômeurs, les employés.* » Ils se moquent des nationalistes de gauche qui gouvernent sans sourciller avec les nationalistes de droite et qui jugeaient scandaleux de payer pour les régions les plus pauvres du pays. Ils savent qu'ils ne sont pas les opposants les plus inquiétants pour les autorités catalanes totalement focalisées sur les sanctions de Madrid, leur acceptation par la communauté internationale mais aussi sur les loyalistes, des plus institutionnels aux plus contestataires. C'est peut-être leur chance de faire gagner leurs idées affirment-ils, gourmands. Le système capitaliste perdure dans le nouvel Etat catalan, leurs revendications restent donc les mêmes, radicales et utopistes. Ils sont bien conscients de n'avoir aucune chance face aux cyniques, aux nationalistes, aux pragmatiques mais ils le savent. Ils le savent et ils s'en foutent. Je m'éclipse et les laisse à leurs discussions fiévreuses, à leurs espoirs d'un monde juste et égalitaire, d'une société moins corrompue par le fric. Leurs amis ne devraient pas tarder à les rejoindre, la nuit est encore longue, le ciel est à eux.

6

Anna m'ouvre la porte de sa petite maison de plein-pied aux murs décatés et m'installe avec soin dans une salle à manger et à la décoration spartiate. Nous sommes près de Lérida (Lleida en catalan), ville caressée par le soleil située à plus de 150 kilomètres à l'Ouest de la nouvelle capitale. La cinquantaine, enveloppée et volubile, elle s'absente un instant puis

revient de la cuisine avec un plateau bien garni : tortilla faite avec générosité, olives acidulées, pain, fromage de brebis et bière en bouteille. Il n'est que 17h mais je n'ai pas le cœur de refuser le peu qu'elle a à m'offrir. Abstentionniste depuis de longues années, elle affirme ne plus croire en personne, pas plus en Podemos qu'en la droite ou les indépendantistes. Trop de promesses non tenues, trop de compromissions, trop d'espoirs fracassés sur la vague de la crise et ses cohortes de réformes brutales. Elle est de ceux dont les médias ne parlent jamais, dont les politiciens ne s'intéressent qu'en période électorale car trop peu revendicatifs, trop tristement normaux, survivance d'un monde que les puissants méprisent. Des invisibles, des résignés qui n'attendent plus grand-chose de l'avenir sinon de ne pas dégringoler encore un peu plus de l'échelle sociale. S'excusant de sa connaissance limitée de la politique, elle nous livrera pourtant durant plus de deux heures une analyse construite et argumentée des raisons pour lesquelles elle s'est déplacée pour voter *No* au referendum. « *J'ai un petit salaire d'aide à domicile, mon mari est chômeur de longue durée, l'indépendance ça signifie encore plus de sacrifices pour les gens comme nous.* » Justement, Roberto, son époux rentre après avoir bossé au noir sur un chantier contre quelques billets qui permettront au couple de maintenir la tête hors de l'eau. Grand, costaud, la voix éraillée de celui qui a trop fumé, une barbe de sept jours recouvre son visage taillé à la serpe. Il pose ses affaires, nous salue chaleureusement d'une accolade et se joint à notre conversation. Lui aussi s'est déplacé le 17-M, ce qu'il n'avait pas fait depuis des années par certitude que son vote ne changerait pas grand-chose, que personne ne ferait rien pour le petit peuple espagnol. S'il a voté contre l'indépendance assure-t-il, c'est pour les mêmes raisons que sa femme mais aussi pour continuer à trembler devant le *clásico*^[4]. En effet, le jour où Madrid le décidera, les équipes de Catalogne, et notamment le Barça son équipe de cœur, le club de toute une vie, seront expulsées de la Liga, le championnat espagnol de foot. « *C'est peut-être con mais ça l'est encor plus de croire qu'on s'en sortira mieux à 8 millions qu'à 45 !* ». Sur ce, il s'excuse et va s'allonger, épuisé d'une journée trop éreintante pour un homme de son âge qui se rêvait jardinier et se retrouve à devoir accepter tous les petits boulots mal payés qu'on lui propose. Anna poursuit là où elle s'était arrêtée et allègue craindre que les plus fragiles soient directement impactés par l'indépendance et l'escalade des tensions entre Madrid et Barcelone. Elle redoute les sanctions du gouvernement Rajoy, les déstabilisations, la création de barrières douanières, l'autarcie forcée de la Catalogne. Trop âgés pour tenter leur chance ailleurs, ils ne peuvent qu'espérer du futur qu'il soit plus clément qu'ils ne se l'imaginent. En plus de ces considérations économiques, notre hôte redoute une remise en cause de leur identité : « *Mon passeport expire dans 3 ans, est-ce qu'il sera renouvelé ? Devrons-nous traverser une douane*

pour aller en Espagne c'est-à-dire chez nous ? Mon petit fils qui va naître dans deux mois sera-t-il considéré comme Espagnol à sa majorité ? ». S'ils savent depuis bien longtemps illusoire tout espoir d'accession à la classe moyenne pour eux et pour leur fils, s'ils savent inconcevable l'idée de voyager loin ou d'acheter une voiture, ils ne pouvaient se douter qu'ils perdraient un jour plus que du pouvoir d'achat, du matériel. Las, la proclamation d'indépendance de la République libre de Catalogne leur a fait réaliser avec anxiété qu'en étant séparés du pays où ils avaient passé toute leur vie, ils perdraient inévitablement un peu d'eux-mêmes. C'est alors que me revient cette phrase que l'on attribue à Jaurès: « *A celui qui n'a rien, la patrie est son seul bien.* » Anna et Roberto avaient déjà si peu, voilà qu'à présent ils voient leur patrie s'éloigner lentement, bateau majestueux quittant le port en direction du nouveau monde laissant sur le quai la foule des malheureux qui n'ont pu s'y faire une place. A la fin de notre entretien, Anna s'excuse encore de n'avoir pu trouver les mots justes pour expliquer son malaise, pour raconter son mal être. Qu'elle ne s'inquiète pas, elle s'est montrée très convaincante et son récit intéressera à coup sûr nos lecteurs en France. « *C'est vrai ? On ne me dit pas souvent ça... Attends, j'allais oublier ! Je t'ai gardé un peu de tortilla et de fromage pour ton dîner.* »

7

Profitant de mon dernier jour en Catalogne, je prends le large à bord du petit bateau de pêche de Marc Rodríguez Bosch, historien respecté à la parole rare et francophile acharné. Vieux sage aux cheveux en bataille, aux sourcils épais et au rire franc, il a tenu à m'emmener pêcher les « plus beaux *anxoves* (anchois) de méditerranée » au large des côtes de l'Escala. Quitter le continent et écouter le silence de la mer, le seul vrai silence qui soit, rempart éternel aux tumultes du monde. S'il ne s'est pas prononcé officiellement en faveur du *No* durant la campagne, l'ensemble de ses recherches laisse transparaître sa condamnation du séparatisme. Je n'ai pas fait appel à lui pour avoir son avis sur le mouvement indépendantiste catalan ou sur la légalité de cet énième referendum qui a enfin permis l'autodétermination de la Catalogne. Son analyse offrira le recul dont nous manquons et placera l'indépendance catalane dans une dynamique globale. L'ancre est lâchée, les filets lancés dans l'immensité bleue, nous pouvons commencer. « *On touche là à des questions particulièrement complexes,*

complexes juridiquement, complexes politiquement mais surtout complexes individuellement car elles touchent chaque individu dans ce qu'il a de plus cher : ses racines, son ADN et son avenir. » De surcroît, le « péché originel » viendrait du fait qu'aucune autorité internationale n'a été désignée au cours du XX^e siècle pour être habilitée à décider qui est un peuple, notion floue et subjective autant que réalité évolutive. Qu'est-ce qu'un peuple ? Tous les peuples ont-ils vocation à avoir un Etat ? Si cela peut paraître clair pour les Kurdes ou les Palestiniens, ça l'est nettement moins pour les Peuls, les Lapons, les Berbères, les Hmongs ou les Rroms. Pourtant, à l'image des Catalans, tous parlent une langue propre, se réclament d'un peuple riche d'une culture ancestrale et d'une histoire singulière. « *A l'intérieur même de chaque pays d'Europe des dizaines de peuples pourraient demander leur autodétermination de manière toute aussi légitime. Rien qu'en France : Guadeloupéens, Corses, Guyanais mais aussi Alsaciens, Niçois, Flamands ou Bretons ne forment-ils pas un peuple ?* » Passionné mais jamais confus, pédagogue sans être professoral, il assure que le problème vient de l'impossibilité d'encadrer le concept de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de son instabilité et de son manque de cohérence. Fondement de la charte des Nations Unies, il s'agissait d'un concept clair à l'époque des décolonisations qui l'est beaucoup moins en 2019. La chute du mur de Berlin puis la « guerre contre le terrorisme » et enfin les crises politico-économiques qui sonnèrent le réveil des identités ont ébranlé le sacro-saint principe d'intangibilité des frontières derrière lequel se drapaient si souvent les puissants du monde. Le *profe* se fait un poil provocateur : si demain la Tunisie proclame par referendum son rattachement à la France pour en devenir le 101^e département, Paris devra-t-il se « soumettre à la volonté du peuple ? ». Quid des territoires créés artificiellement par les colonisateurs, des millions d'indigènes vivant sur leurs terres originelles ? Après une pause qui m'a permis de faire de l'ordre dans mes notes et à Marc de remonter ses filets remplis des anchois que nous dégusterons ce midi il poursuit, insatiable.

Parabole du cas espagnol, il évoque avec les nuances qui s'imposent la Yougoslavie où la question nationale, après avoir été contenue pendant des années par un pouvoir autoritaire, est devenue l'idéologie dominante une fois l'horizon socialiste dépassé. En lieu et place de guerres abominables comme accélérateurs d'une partition ethnique qui s'annonçait, c'est la crise économique, financière et politique débutant en 2008 qui mettra fin au vivre ensemble en Espagne. Dans les deux cas la nation et le peuple, comme seuls remèdes, les racines et le sang comme seules perspectives. Ou comment un Etat autrefois craint, respecté et parfois même admiré s'est morcelé en 7 petits pays inexistants sur la scène internationale, à la

corruption endémique, à l'économie exsangue, au solde migratoire inquiétant et aux populations vieillissantes. Tout ça au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... Or, la question nationale qui devait être réglée avec les indépendances et l'homogénéisation ethnique de territoires autrefois pluriels demeure toujours aussi obsédante. Devenue certitude de sa légitimité historique, de sa supériorité sur le voisin et de ressentiment par rapport à l'Histoire, la question nationale s'est avérée être la diversion idéale pour des gouvernants incapables de répondre aux aspirations légitimes de leurs « peuples », eux-mêmes aveuglés par des décennies de propagande identitaire.

« Vers quoi se dirige l'Europe si elle cède aux revendications autonomistes qui vont à présent se multiplier, fortes du précédent catalan ? » Marc Rodríguez Bosch redoute l'implosion de l'Europe en une multitude de cités-Etats, de régions autonomes voire de zones grises réfractaires aux lois des hommes et à toute forme d'imposition. Une version moderne du Saint-Empire romain germanique qui s'émanciperait de l'Histoire et des frontières avec la bénédiction du dieu marché, seul vrai gagnant de ces déchirements fratricides.

Réjouissant...

Jérémy Schwartz